

ARRÊTÉ
actualisant les prescriptions applicables au parc éolien du Plateau Beauceron
exploité par la société SAS EOLE 45
à AUDEVILLE et SERMAISES

La Préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article R.181-45 ;

Vu le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu la décision ministérielle du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres révisé en mars 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier préfectoral du 10 octobre 2012 accordant le bénéfice d'antériorité à la société SAS EOLE 45 pour l'exploitation d'un parc éolien du Plateau Beauceron (ex Fond de Paradis) soumis au régime de l'autorisation situé sur les communes de SERMAISES et AUDEVILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2016 portant constitution de garanties financières délivré à la société SAS EOLE 45 ;

Vu le rapport de la société OUEST AM n°21-0090, transmis par la société SAS EOLE 45 à l'inspection des classées par courriel le 9 mars 2022, relatif notamment au suivi de la mortalité des chauves-souris et de l'avifaune pour l'année 2021 ;

Vu le courriel de la société SAS EOLE 45 du 09 mars 2022 dans lequel il s'engage à suivre l'ensemble des préconisations du bureau d'études OUEST AM ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire du 16 mai 2022 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet d'arrêté complémentaire ;

Considérant que la société SAS EOLE 45 a transmis à l'inspection des installations classées un rapport de suivi environnemental le 9 mars 2022, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 précité ;

Considérant que le rapport de suivi de mortalité précité conclut que la mortalité concernant les chauves-souris et les oiseaux est significative (4 cadavres de chauves-souris recensés répartis sur 2 espèces de chiroptères et 4 cadavres d'oiseaux de 4 espèces dont 2 individus, en août, appartenant à des espèces protégées) ;

Considérant qu'au regard des résultats du suivi mortalité communiqués en 2022, le bureau d'études OUEST AM émet des préconisations que la société SAS EOLE 45 s'engage à suivre dans leur intégralité, dans son courriel du 9 mars 2022 ;

Considérant que les préconisations du bureau d'études OUEST AM sont les suivantes :

- pour les chauves-souris, un bridage correctif, avec mise à l'arrêt, pour toutes les éoliennes, du coucher jusqu'à 30 minutes avant le lever du soleil, du 1^{er} juin au 30 septembre, pour des vents inférieurs à 7 m/s, des températures supérieures à 11°C et en l'absence de précipitations ;
- pour la cigogne blanche, la mise en drapeau de toutes les éoliennes (arrêt de la rotation des pales en dessous du seuil de production d'électricité) pendant le pic de migration post-nuptiale soit du 15 août au 15 septembre ;
- pour le martinet noir, la mise en place, a minima, de 2 nichoirs spécifiques à cette espèce à plus de 200 m des éoliennes et installées en hauteurs (6 à 8 m) à l'abri des intempéries et des vents dominant et de préférence sur une avancée de toit, afin de favoriser le déplacement de cette espèce vers un nouveau lieu de nidification ;
- pour l'avifaune et les chiroptères, le renouvellement du suivi environnemental en 2022, suite à la mise en œuvre d'un asservissement ciblé des éoliennes. Cette disposition est également prévue par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié dans le cas d'un suivi environnemental présentant un impact significatif sur la biodiversité. Le nouveau suivi environnemental comprend :
 - une nouvelle campagne de suivi mortalité en 2022 pour valider les résultats obtenus, aussi bien pour les aspects quantitatifs (estimations de la mortalité) que qualitatifs (identification des espèces touchées par la mortalité), et confirmer la bonne mise en place des mesures correctives ;
 - la poursuite du suivi acoustique des chauves-souris en parallèle du suivi de mortalité et du bridage des machines. L'enregistreur sera positionné sur l'éolienne E2, éolienne en lien avec le nombre de cadavres découverts le plus élevé ;

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la protection des enjeux visés par le code de l'environnement, et qu'en vertu de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant qu'au vu des impacts significatifs du parc éolien exploité par la société SAS EOLE 45 sur les chiroptères et sur l'avifaune, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement et d'actualiser certaines prescriptions applicables à l'ensemble des installations ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 – Champ d'application

La société SAS EOLE 45 (siège social : 3 rue du Moulin de la Canne – 45300 PITHIVIERS), ci après dénommée exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien du Plateau Beauceron implanté sur le territoire des communes d'AUDEVILLE et SERMAISES.

Article 2 - Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité)

2-1

Dès la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire, un bridage consistant en l'arrêt des aérogénérateurs est mis en œuvre sur les six machines du parc éolien comme suit :

- du 1^{er} juin au 30 septembre, du coucher jusqu'à 30 minutes avant le lever du soleil, pour des vents inférieurs à 7 m/s, des températures supérieures à 11°C et en l'absence de précipitations. (valeurs mesurées à hauteur de nacelle).

La mise en place effective du plan de bridage des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

En fonction des données, qui seront mesurées pendant l'exploitation du parc, les modalités de bridage des éoliennes pourront être réexaminées, sur demande justifiée de l'exploitant, après analyse par l'inspection des installations classées.

2-2

Dès la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire, pour la cigogne blanche, une mise en drapeau des six aérogénérateurs (arrêt de la rotation des pales en dessous du seuil de production d'électricité) est mis en œuvre pendant le pic de migration post-nuptiale soit du 15 août au 15 septembre de chaque année.

Dès la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire, pour le martinet noir, une mise en place est réalisée, a minima, de 2 nichoirs spécifiques à cette espèce à plus de 200 m des éoliennes et installées en hauteurs (6 à 8 m), à l'abri des intempéries et des vents dominant et de préférence sur une avancée de toit.

La mise en place effective des mesures correctives précitées doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté à l'inspection des installations classées.

2-3

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant fait procéder, dans l'année de notification du présent arrêté, au suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, ainsi qu'un suivi d'activité des chiroptères, conformément aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018.

L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations de tout constat de mortalité d'une espèce sensible.

La campagne de suivi d'activité des chiroptères dans l'année de notification du présent arrêté, est notamment basée sur la mise en place d'un enregistreur en hauteur, installé sur l'aérogénérateur E2.

Article 3 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à son encontre, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Publicité

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Loiret pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret et l'Inspecteur de l'environnement en charge des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLÉANS, LE 15 JUIN 2022

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général

Benoît LEMAIRE

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, à la Cour Administrative d'Appel de Versailles, 2 esplanade Grand Siècle, BP 90476, 78011 VERSAILLES :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site Internet des services de l'État dans le Loiret dans les conditions prévues à l'article R.181-45 de ce même code.

La Cour Administrative peut également être saisie par l'application Informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.